



SOMMAIRE

	Page
Point 34 de l'ordre du jour :	
Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (<i>fin</i>)	779

Président : M. Ismat T. KITTANI (Iraq).

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la paix, de la stabilité
et de la coopération en Asie du Sud-Est (*fin*)

1. M. de FIGUEIREDO (Angola) [*interprétation de l'anglais*] : Les peuples et les pays de l'Indochine, comme ceux de l'Afrique australe, ont connu les pires formes du colonialisme et de l'impérialisme. Le parallèle se poursuit pour la paix et la stabilité qui, dans les deux régions, sont fragiles et ténues, en proie aux conspirations et aux manœuvres de l'hégémonisme régional, de l'aventurisme militaire et du néocolonialisme.

2. La communauté internationale a le devoir d'encourager et d'appuyer les initiatives régionales et sous-régionales tendant à la paix, à la stabilité et à une coopération authentiques. Je dis bien « authentiques » parce que de nombreux groupes ne sont qu'un paravent pour les desseins impérialistes et les pactes militaires multilatéraux dont l'objectif ultime est de défendre les intérêts des impérialistes et des colonialistes dans la région. Nous ne pouvons juger de l'authenticité de ces initiatives qu'à la lumière de l'histoire des peuples eux-mêmes, de leur lutte contre l'exploitation et l'oppression, de leur opposition à toutes les formes de colonialisme, de leurs sacrifices pour la cause de la libération, la leur et celle des peuples fraternels, et de leur opposition au sectarisme et au génocide imposés de l'intérieur ou de l'extérieur.

3. L'écart entre la politique étrangère et la politique intérieure ne peut durer à tout jamais. Un peuple qui lutte contre l'oppression à l'intérieur lutte contre l'oppression à l'étranger. Un peuple qui s'est engagé à défendre la justice et la liberté pour lui-même soutient les forces progressistes qui poursuivent les mêmes objectifs. L'opposition régionale à l'oppression extra-régionale est le prolongement naturel du combat contre le colonialisme et l'hégémonisme. C'est dans cet esprit que ma délégation voit les initiatives dont nous discutons au titre de ce point de l'ordre du jour.

4. Les menaces à la paix et à la stabilité qui pèsent sur les pays de l'Asie du Sud-Est aujourd'hui sont étroitement liées aux guerres menées par le colonialisme et l'impérialisme; ces menaces remontent loin dans le passé. S'étant débarrassés des impérialistes au prix de guerres longues et sanglantes, les pays de l'Asie du Sud-Est essaient maintenant de s'entendre par la voie des négociations. Cette initiative mérite le soutien de la communauté internationale, de même qu'il faut s'unir contre les manœuvres tendant à saboter la paix et la stabilité dans cette région. A cet

égard, je mentionnerai brièvement la Déclaration de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi en février 1981 [voir A/36/116 et Corr.1], et qui demandait à tous les Etats du Sud-Est asiatique d'entamer un dialogue conduisant au règlement de leurs différends et à l'établissement d'une paix et d'une stabilité durables dans la région, ainsi qu'à l'élimination d'ingérences ou de menaces d'intervention de puissances étrangères.

5. La décision des pays non alignés doit être respectée par la communauté internationale, surtout parce que l'immense majorité des nations du Sud-Est asiatique font partie du mouvement non aligné, qui constitue à son tour les deux tiers des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

6. Cette année, alors que nous célébrons le vingtième anniversaire de la première conférence des pays non alignés, à Belgrade, en 1961, nous nous remémorons non seulement les principes du non-alignement, qui protègent les petites et moyennes nations, leur donne une voix collective et assure leur juste place dans les affaires internationales, mais aussi la convergence des objectifs de notre mouvement et ceux de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'organe collectif, doit encourager et promouvoir les initiatives et les dialogues régionaux, pour éliminer les tensions dans la région et soutenir l'esprit de coopération qui peut faire du Sud-Est asiatique une région de paix et de stabilité véritables.

7. A cet égard, je voudrais mentionner les idées contenues dans le memorandum présenté par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao [voir A/36/561]; ces idées sont conformes à la conception du mouvement non aligné ainsi qu'à l'esprit des principes qui animent l'Organisation. Ce memorandum pourrait aboutir à une association exemplaire entre les deux groupes régionaux, qui bénéficierait à tous les pays du Sud-Est asiatique. En tant que camarade intéressé et que partisan de toutes les initiatives de paix et de stabilité, la République populaire d'Angola déclare qu'elle soutient les propositions du memorandum. Nous estimons que les idées contenues dans ce memorandum sont de nature à défendre les intérêts des pays d'Indochine et des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE], et nous appuyons l'appel lancé pour la mise en route de négociations.

8. Nous venons d'un autre continent, mais lorsque le danger et la catastrophe se profilent à l'horizon, la guerre est à nos portes et la conflagration risque de ne plus pouvoir être endiguée. Nous souhaitons que les pays parrainant cette entreprise réussissent; nous espérons que leur appel sera entendu par tous leurs voisins et que ces derniers ne manqueront pas d'y répondre. La libération et la réunification du Viet Nam ont contribué à la libération de l'Indochine ainsi que l'a fait la libération du Laos et du Kampuchea. Maintenant, les efforts de coopération déployés par les pays de l'Indochine et de l'ANASE pourraient contribuer au bien-être de l'Asie, du non-alignement et du tiers monde dans son ensemble. L'union contre l'impérialisme est la seule manière efficace de le combattre.

L'union contre la faim et la pauvreté est le seul remède à long terme. L'union contre l'intervention de l'extérieur est la seule garantie d'une paix permanente.

9. Jusqu'à la victoire finale, pour toutes les régions et tous les peuples, *A luta continua, a vitória é certa!*

10. M. WYZNER (Pologne) [interprétation de l'anglais] : L'Assemblée générale examine actuellement l'un des points cruciaux inscrits à l'ordre du jour de la présente session : la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est. C'est une question qui traite directement de sujets qui, aux yeux de mon pays, sont d'une grande urgence et d'une priorité absolue et qui touchent à une région sensible et exposée aux tensions ; c'est une question qui atteste, une fois de plus, de l'indivisibilité de la paix.

11. Le présent débat porte effectivement sur une région capitale pour la paix mondiale ; aussi longtemps que la paix nous échappera en Asie du Sud-Est, il n'y aura, en effet, pas de paix en Asie, et il n'y aura pas de paix dans le monde. C'est pourquoi tout effort authentique, y compris l'effort que représente l'examen de la question qui a lieu actuellement, tendant à stabiliser cette région du monde, est également important pour le monde dans son ensemble.

12. L'Asie du Sud-Est est en proie à des guerres et des conflits depuis des dizaines d'années. Depuis la deuxième guerre mondiale, cette région n'a pas connu une seule année de paix. Ses nations ont été constamment hantées par des guerres, d'abord colonialistes, puis, plus récemment, hégémonistes. Ces guerres ont causé bien des morts, bien des souffrances et des pertes matérielles. C'est pourquoi, la paix et la stabilité sont si nécessaires dans cette région ; c'est pourquoi les gouvernements des pays intéressés concentrent actuellement leurs efforts de façon que les aspirations de leurs peuples se réalisent, en premier lieu sur le plan régional.

13. Les propositions importantes qu'ont faites les gouvernements des trois Etats indochinois sont bien connues des membres de l'Assemblée. Elles montrent sans équivoque que leurs auteurs s'emploient inlassablement à régler tous les problèmes qui les séparent par un dialogue constructif, sur la base du principe de la coexistence pacifique. L'essentiel de ces propositions tend, en fait, à convoquer une conférence régionale entre les pays d'Indochine et les membres de l'ANASE sur des questions régionales d'intérêt mutuel, afin de poursuivre les consultations régionales entre eux, sur une base bilatérale ou multilatérale, de discuter et de se mettre d'accord sur les questions régionales d'intérêt mutuel et de poser les principes régissant les relations de coexistence pacifique entre les pays d'Indochine et de l'ANASE.

14. Pour nous, les négociations entre les pays directement intéressés de la région, sur la base des principes de l'égalité, sans ingérence de l'extérieur, sont la seule manière d'instaurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. A notre avis, les propositions formulées par les Ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam lors de la réunion qui a eu lieu à Hô Chi Minh-Ville en janvier 1981 [voir A/36/86], et reprises en juin 1981 à leur conférence tenue à Phnom Penh [voir A/36/328 et Corr.1], constituent un programme solide d'instauration d'un large dialogue politique et d'accélération de la normalisation de la situation en Asie du Sud-Est.

15. En demandant l'établissement d'une zone de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération dans la région, les trois Etats indochinois donnent la preuve de leur bonne volonté et confirment qu'ils sont prêts à entretenir des relations de bon voisinage avec les pays de l'ANASE. Leur disposition à signer des traités bilatéraux de coexistence pacifique

avec la République populaire de Chine et l'appel qu'ils ont lancé à cette dernière pour qu'elle accepte de se joindre à des pourparlers diplomatiques constituent un complément important aux propositions des trois Etats indochinois mentionnés.

16. Ces propositions visent à atténuer des tensions qui pourraient devenir explosives dans la région et qui constituent donc une menace grave pour la paix et la stabilité. Elles visent à faciliter les relations d'amitié et de coopération mutuelle entre les pays de la région. Elles visent à favoriser le progrès dans les relations entre les Etats de la région ainsi que la mise en œuvre de leurs plans de développement, dans l'intérêt de leurs peuples respectifs.

17. Les Nations Unies pourraient certainement contribuer à aider ces pays à résoudre leurs problèmes par des voies pacifiques. Si tel est bien le cas, nous ne pouvons que déplorer, une fois de plus, l'absence en cette enceinte des représentants légitimes de l'une de ces nations, la République populaire du Kampuchea, pays qui poursuit une politique de coexistence pacifique avec tous les Etats, indépendamment de leurs systèmes sociaux et politiques, pays qui poursuit une politique fondée sur le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, de l'égalité, des avantages mutuels et de la paix, de la stabilité et de la sécurité, tant en Asie du Sud-Est que dans le monde.

18. La Pologne n'a cessé de soutenir les propositions des trois Etats indochinois en raison de ses principes de politique étrangère, en raison de sa lutte bien connue pour la paix et pour la mise en valeur de relations constructives entre nations. Si nous soutenons ces propositions, cela tient à notre expérience et à notre compréhension des problèmes de la région. La Pologne connaît bien l'histoire de cette région. Pendant de longues années, nous avons pris une part active à l'effort international de paix en Indochine. Pendant la lutte pour l'indépendance, nous avons été solidaires des peuples de la région. Nous leur avons accordé assistance et soutien. La Pologne a été, par deux fois, membre des Commissions internationales de la surveillance et du contrôle dans les pays de l'Indochine. Après la victoire obtenue par leur lutte pour l'indépendance, nous avons établi des relations amicales et fraternelles avec les trois Etats d'Indochine.

19. Nous savons pertinemment que le règlement pacifique des différends en Asie du Sud-Est ne peut être fondé que sur le dialogue, le respect de la souveraineté de tous les Etats et le droit de chaque pays de la région à décider de son propre sort, sans ingérence de l'extérieur. La Pologne est fermement convaincue que seule une attitude réaliste peut contribuer à résoudre les problèmes de la région. Cette façon de voir est reflétée dans les propositions des Ministres des affaires étrangères du Kampuchea, de la République démocratique populaire lao et du Viet Nam.

20. Nous estimons que la réunion d'une conférence régionale créerait les conditions propres au rétablissement d'un climat de paix, de stabilité et de coopération dans un esprit de bon voisinage entre les Etats de la région. Cela permettrait en outre de contribuer à la compréhension mutuelle, d'instaurer la confiance et de promouvoir le dialogue qui est si nécessaire. La reconnaissance du caractère irréversible des changements sociaux et politiques progressifs en Indochine, y compris ceux qui se produisent au Kampuchea, de même que la disparition de toute ingérence dans les affaires intérieures des pays de la région constituent la condition fondamentale permettant de mettre en place une structure solide de paix et de sécurité dans la région. Une telle conférence contribuerait sans aucun doute à la diminution des tensions issues des politiques suivies par les forces impérialistes et hégémonistes, qui

font usage de manœuvres politiques, économiques et militaires pour entraver le processus de normalisation et de stabilisation.

21. Nous espérons fermement que l'Organisation des Nations Unies donnera son appui aux propositions en vue d'un dialogue régional. Point n'est nécessaire d'ajouter que la Charte, au paragraphe 2 de l'Article 52, encourage de tels efforts « pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local ».

22. Que la main amicale que les trois Etats indochinois tendent à leurs voisins ne reste pas tendue en vain!

23. M. SOUKA (Congo) : La question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est est une question fondamentale aux yeux de la délégation congolaise en ce qu'elle traite de façon globale et systématique d'un problème qui se pose à l'une des régions les plus touchées par le trouble persistant qui caractérise les relations internationales actuelles. Il convient dès lors de rechercher les voies et moyens les plus adéquats pour y détendre l'atmosphère et soulager autant que faire se peut le drame des peuples d'Indochine confrontés depuis près de 40 ans à la nécessité de lutter pour sauvegarder leur indépendance contre toutes sortes d'hégémonismes et d'impérialismes.

24. Ainsi que le soulignait le Secrétaire général, dans son rapport sur la situation au Kampuchea, « la population de l'Indochine se voit toujours refuser la paix et la prospérité auxquelles elle aspire désespérément » après de très nombreuses années de guerre [A/36/583, par. 10]. Pour la délégation congolaise, cette situation résulte avant tout de la manière trop passionnelle dont le problème de la paix, de la stabilité et de la coopération est posé en Asie du Sud-Est.

25. L'importance et la délicatesse du problème doivent nous inciter à rechercher la meilleure approche pour permettre aux peuples d'Indochine et leurs voisins, d'une part, à ceux-ci et aux nations étrangères, d'autre part, de parvenir à s'accorder sur un minimum de principes régissant les rapports internationaux entre Etats, quels que soient leur idéologie ou leur système politique ou économique.

26. Le problème central qui divise aujourd'hui les pays de l'Indochine et ceux de l'ANASE est celui du Kampuchea, où le peuple, avec l'aide bienvenue du Viet Nam, a mis hors d'état de nuire la dictature sanglante de Pol Pot qui s'était illustrée par un génocide en règle des populations qu'elle était censée gouverner et dont on ne trouve pratiquement aucun exemple dans l'histoire du monde contemporain.

27. La République populaire du Congo, qui a reconnu le nouveau gouvernement légal, celui de la République populaire du Kampuchea, s'est toujours refusée à s'associer aux manœuvres consistant pour certains Etats à déclarer que tout le mal en Asie du Sud-Est provient de l'assistance vietnamienne au Kampuchea. C'est ainsi que le Congo s'est refusé à cautionner la Conférence internationale sur le Kampuchea qui s'est tenue en juillet dernier et à laquelle n'ont du reste pris part qu'un peu plus de la moitié seulement des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

28. La position de mon pays est fondée sur les principes normaux du droit international parmi lesquels celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats. Or, aucune étude, aucune enquête sérieuse ne nous a jamais persuadés que le peuple du Kampuchea regrettait d'avoir chassé Pol Pot, de s'être doté d'institutions démocratiques et d'avoir décidé de conjurer à jamais le cauchemar hallucinant dont il s'est tiré, non pas grâce aux pétitions de principe sur la liberté que l'on entend trop souvent

dans cette salle, mais grâce à une aide fraternelle, concrète, apportée par le Viet Nam.

29. Nous voudrions dès lors faire observer que si le Viet Nam est désigné à la condamnation par certains pays, ce n'est guère de façon désintéressée. Ce qui est reproché au Viet Nam et aux autres pays d'Indochine c'est d'avoir trop longtemps lutté efficacement contre toute forme de domination étrangère, ainsi que leur constance à préserver leur indépendance, leur unité et leur identité culturelle.

30. Le problème est donc le plus souvent mal posé et, dernièrement encore, lors de l'examen du point intitulé « La situation au Kampuchea », l'on a, au terme d'un véritable hold-up politique, amené l'Assemblée générale à transgresser l'un des principes essentiels de la Charte, celui de maintenir le Secrétariat hors des affaires internes d'un Etat Membre. Pour ma délégation, en effet, il n'existe de problème du Kampuchea que dans l'esprit de ceux qui s'obstinent à en voir un en le présentant du moins comme un problème international.

31. Le plus grave est que l'on cherche à livrer de nouveau le peuple kampuchéen au régime de Pol Pot, avec cette fois la caution du prince Sihanouk, dictateur déchu qui a pourtant décimé sa famille. Telle est en tout cas l'interprétation que nous faisons de la déclaration contre nature faite à Singapour à l'issue d'une réunion manifestement forcée entre MM. Sihanouk, Son Sann et Kieu Samphan.

32. Les tenants de l'immixtion dans les affaires intérieures du Kampuchea prétendent également « qu'aucune solution effective des problèmes humanitaires n'est possible sans règlement politique... du conflit kampuchéen ». C'est ce qu'affirme péremptoirement la résolution 36/5 adoptée cette année, ici même.

33. Nous marquons notre étonnement de voir qu'un groupe d'Etats Membres puisse ainsi prendre sur lui de déclarer publiquement qu'il continuera de s'immiscer dans les affaires du Kampuchea et d'y semer l'insécurité et la désolation tant que les intérêts particuliers que ce groupe d'Etats défend n'auront pas été assouvis. En effet, ce n'est sûrement pas le gouvernement actuel de la République populaire du Kampuchea, ni le peuple de ce pays qui font exister un prétendu problème du Kampuchea. Et les organisations internationales d'aide humanitaire, elles-mêmes, jusqu'à ce que des pressions intolérables s'exercent sur elles, n'ont jamais constaté qu'une amélioration de la situation au Kampuchea depuis le départ forcé et combien mérité de Pol Pot et les efforts entrepris par les autorités de Pnom Penh pour reconstruire leur pays.

34. La situation doit donc être appréciée de façon objective. Au lieu d'entraîner le Secrétariat à collaborer avec un comité sans représentativité, mis en place par la prétendue conférence du mois de juillet, il nous semble au contraire plus judicieux d'encourager les démarches actuellement entreprises entre les pays d'Indochine, d'une part, et ceux de l'ANASE, d'autre part, pour parvenir à une appréciation de la situation plus proche des réalités et des besoins des peuples concernés eux-mêmes.

35. A cet égard, les Ministres des affaires étrangères du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et du Kampuchea ont établi depuis près de deux ans une série de propositions concrètes tendant à améliorer les relations entre les trois pays d'Indochine — auxquels personne ne peut dénier le droit d'organiser eux-mêmes leur propre avenir — et les pays de l'ANASE, pour la plupart membres du mouvement des pays non alignés qui, nous en sommes sûrs, perçoivent bien le danger qu'il y aurait pour l'ensemble de l'Asie du Sud-Est à se transformer en terrain privilégié des ambitions stratégiques Est-Ouest.

36. Or, à New Delhi en février dernier, la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés fai-

sait justement appel à tous les Etats de la région pour qu'ils entament entre eux un dialogue conduisant au règlement de leurs différends et à l'établissement d'une paix et d'une stabilité durables dans la région, ainsi qu'à l'élimination d'ingérences et de menaces d'intervention de puissances extérieures.

37. Ce sont par conséquent de tels axes d'action qu'entend appuyer la République populaire du Congo, soucieuse par ailleurs de ne pas encourager l'entretien de mouvements fantoches et de groupes d'activistes dont le seul dessein est de retarder l'instauration d'une paix et d'une véritable coopération entre pays de la région et d'encourager la déstabilisation préméditée de gouvernements légaux de pays souverains.

38. L'ensemble de la communauté internationale représentée ici se doit de tout mettre en œuvre pour que l'Asie du Sud-Est ne demeure pas un foyer de tensions permanent. Nous devons au contraire nous attacher à saisir les occasions les plus propices pour aider les Etats que l'histoire et la culture rapprochent à bâtir ensemble les conditions de cette indépendance véritable sans laquelle il n'est pas de projet de paix et de stabilité qui vaille.

39. Les potentialités humaines, économiques et culturelles dont disposent les pays et les peuples de l'Asie du Sud-Est doivent constituer la base de structures politiques et autres à mettre en place sans ingérence extérieure, pour assurer le développement et le progrès endogènes dont nous les savons parfaitement capables.

40. M. TSVETKOV (Bulgarie) : L'examen de la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est constitue un élément très important dans les travaux de la présente session. Cet examen nous permet de faire une analyse approfondie de la situation dans la région dans l'optique des idées et des propositions concrètes ayant pour but le règlement juste et durable des problèmes en conformité avec les intérêts vitaux des peuples de la région.

41. Il existe aussi, on le sait bien, une autre approche vis-à-vis de ces problèmes, qui s'est manifestée au cours de la discussion récente au sein de l'Assemblée générale par l'adoption d'une résolution stérile, sans la participation et en dépit de la volonté des pays directement intéressés. Une telle approche est inadéquate puisque non seulement elle ne contribue point à la réalisation des aspirations des peuples de la région de vivre en bon voisinage et de promouvoir une coopération mutuellement avantageuse, mais est de nature à accroître davantage la tension en Asie du Sud-Est et à opposer les Etats les uns aux autres.

42. De toute évidence, cette approche reflète une certaine incompréhension des vrais problèmes de la région. Cependant, de l'avis de ma délégation, la cause profonde de la situation en Indochine réside dans la stratégie à long terme des forces impérialistes et hégémonistes qui cherchent à déstabiliser la situation dans la région et à y instaurer leur suprématie.

43. Il serait inutile d'évoquer tous les détails des visées stratégiques des impérialistes et des hégémonistes en Asie du Sud-Est. Il n'est pas non plus nécessaire de démontrer tous les faits concrets inhérents à leur réalisation. Il suffit de mentionner la pression constamment exercée sur les pays de l'ANASE en vue d'empêcher le rétablissement et la normalisation des relations de ces pays avec les Etats de l'Indochine. C'est ainsi qu'aujourd'hui les peuples de l'Asie du Sud-Est, n'ayant pas encore surmonté les effets des blessures et des destructions que leur a infligées l'agression américaine au Viet Nam, en République démocratique populaire lao et au Kampuchea, se heurtent aux nouvelles manigances de Washington et de Pékin qui visent la mise sur pied du prétendu « front uni » qui n'est qu'un rassemblement d'individus n'ayant rien de commun avec les

vrais intérêts du peuple kampuchéen. Le soutien officiel accordé aux contre-révolutionnaires kampuchéens, y compris par des livraisons d'armes, est une expression directe de toutes ces manigances.

44. Cette politique est lourde de dangers non seulement pour les peuples et les pays de l'Indochine mais aussi pour ceux de l'ANASE. En attisant simultanément les tensions existant dans la région, cette politique détourne l'attention et les ressources de ces pays des besoins pressants de leur développement et les pousse en direction de la confrontation et du fardeau toujours croissant des dépenses militaires. Cela étant, il est difficile, sinon impossible, d'imaginer une autre solution viable que celle de l'instauration graduelle d'un climat de confiance et de coopération entre tous les pays de la région.

45. C'est pourquoi nous considérons les efforts incessants et inlassables déployés par les pays de l'Indochine, à savoir le Viet Nam, la République démocratique du Kampuchea et la République démocratique populaire lao, en vue de transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix, de stabilité et de coopération, comme étant orientés dans le droit chemin. Nous apprécions hautement ces efforts.

46. Les initiatives lancées par les gouvernements des trois pays sont en pleine conformité avec les buts et les principes de la Charte ainsi qu'avec les aspirations légitimes des peuples de la région de vivre en paix entre eux dans un esprit de bon voisinage. De l'avis de ma délégation ces initiatives montrent la seule voie viable vers la normalisation de la situation en Asie du Sud-Est qui devrait commencer par l'élimination des causes concrètes de la tension et de la confrontation, à savoir l'ingérence des forces impérialistes et hégémonistes dans les affaires intérieures des peuples de cette région.

47. Le noyau de ces propositions vise à instaurer une coopération durable entre les Etats de la région. Pour ouvrir la voie à une telle coopération, toutes les questions et tous les problèmes en suspens devraient trouver leur règlement à l'échelle régionale dans un esprit de bon voisinage et de coexistence pacifique, sans aucune ingérence extérieure.

48. Il nous semble que les propositions et les idées avancées par les hauts représentants des trois pays de l'Indochine lors du débat général de la présente session sont extrêmement opportunes et d'une vibrante actualité. Elles sont marquées par le réalisme et l'esprit constructif en faveur de la normalisation et de la stabilisation de la situation dans la région.

49. Une mesure de première importance serait de réunir les efforts de tous les pays en question autour des sept principes figurant dans le mémoire du Ministère des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao en tant que base solide de la coopération future. Les propositions contenues dans ce mémoire ont pour but de promouvoir la coopération multiforme dans cette région.

50. Les consultations et le dialogue bilatéral amorcés entre les Etats de la région sont dignes d'être encouragés et soutenus, vu la contribution qu'ils apporteront à l'instauration d'un esprit de compréhension mutuelle et d'une plus grande confiance entre les pays intéressés. A cet égard, nous notons avec satisfaction les visites au niveau des ministres des affaires étrangères.

51. Nous attachons une importance particulière à la proposition avancée par les trois pays de l'Indochine concernant la convocation d'une conférence régionale avec la participation d'un représentant du Secrétaire général à titre d'observateur. Il est à noter également qu'au cas où les pays de l'ANASE ne seraient pas prêts, pour l'instant, à participer à une conférence régionale, on pourrait poursuivre les consultations bilatérales et multilatérales, dans le

spectre le plus large de questions, comme cela est proposé par les trois pays de l'Indochine.

52. Toutes ces propositions réalistes et justes prévoient aussi les formes et les modalités de règlement de la question de la présence des troupes vietnamiennes sur le territoire du Kampuchea. Les trois pays de l'Indochine ont réaffirmé, d'autre part, leur volonté de signer avec la Chine des accords de non-agression et de coexistence pacifique. Il est regrettable que ces propositions constructives et raisonnables aient été rejetées par ce pays.

53. La délégation bulgare est fermement convaincue que la discussion sur ce point de l'ordre du jour pourrait créer des conditions favorables au règlement positif des problèmes pressants de l'Asie du Sud-Est. C'est la voie menant au rapprochement des positions de ces pays. Forte d'une telle approche, l'Assemblée générale pourrait contribuer d'une manière efficace à l'établissement d'une zone de paix, de stabilité et de coopération en Asie du Sud-Est, ce qui constituerait, sans aucun doute, un apport à la préservation de la paix et au renforcement de la sécurité dans le monde entier.

54. M. FLORIN (République démocratique allemande) [*interprétation du russe*] : Depuis près de 40 ans, le Sud-Est asiatique est considéré comme l'un des foyers de conflit les plus dangereux dans le monde. L'ingérence impérialiste de l'extérieur et les tensions entre les Etats font constamment obstacle à la paix et à la stabilité dans cette région. Ces éléments sont encore aujourd'hui la source d'une situation tendue et explosive.

55. Les milieux impérialistes qui attisent aujourd'hui la tension se sont toujours moqués des intérêts nationaux des peuples du Sud-Est asiatique. Ils ont commis d'innombrables crimes contre les peuples de l'Indochine et les membres actuels de l'ANASE. On peut mettre à leur compte les sales guerres d'agression contre le Viet Nam. Ils soutiennent les polpotistes qui, coupables de génocide, ont été chassés, et soutiennent aussi d'autres réactionnaires. Ils sont responsables des souffrances de dizaines de milliers de réfugiés indochinois.

56. L'aggravation des conflits internationaux et les efforts déployés par Pékin et Washington pour attiser les conflits ont des conséquences extrêmement néfastes pour tous les pays. Il devient de plus en plus clair que ce qu'on appelle l'union stratégique récente entre l'impérialisme et l'hégémonisme constitue un danger réel extrêmement grave.

57. Le Pentagone encourage les hégémonistes chinois à l'expansion; il leur ouvre ses arsenaux qui contiennent des armes extrêmement dangereuses et, en fait, leur offre les moyens matériels de mettre en œuvre leurs desseins hégémonistes dirigés contre les pays de l'Asie du Sud-Est, et les craintes de voir employer tôt ou tard ces moyens sont tout à fait fondées.

58. Au mépris des aspirations des peuples du Sud-Est asiatique à la paix, à la stabilité et à la coopération, ces mêmes milieux compromettent aujourd'hui encore les perspectives d'une situation normalisée. Ennemis de l'extérieur, ils cherchent à démolir ce qui s'est fait de positif en faveur du dialogue entre les Etats de l'ANASE et ceux de l'Indochine. Pour ce faire, ils intensifient la tension et cherchent à dresser les pays de l'ANASE contre les Etats de l'Indochine dans un affrontement direct. De nouveaux obstacles s'accumulent sans cesse sur la voie de l'assainissement de la région du Sud-Est asiatique tendant à en faire une zone de paix et de stabilité.

59. La prétendue question du Kampuchea, tout à fait artificielle, risque de devenir un facteur constant de tension. En outre, on redouble d'efforts pour forcer l'Organisation des Nations Unies à consacrer son temps et ses

efforts à une vaine discussion de problèmes qui n'existent pas. Il est évident que l'ingérence manifeste de l'extérieur est contraire aux intérêts nationaux des pays de cette région; elle ne sert que ceux qui veulent imposer aux peuples du Sud-Est asiatique le diktat impérialiste et hégémoniste.

60. Le Viet Nam, la République démocratique populaire lao et le Kampuchea ont conquis leur liberté et leur indépendance en luttant contre l'agression extérieure et la réaction intérieure. Leur victoire a instauré la paix dans la région et consolidé les forces du progrès socialiste. Cependant, l'héritage colonial, les conséquences de guerres longues de plusieurs décennies et de catastrophes naturelles ont imposé au peuple de l'Indochine un lourd fardeau. Il faut donc que les problèmes complexes liés au développement économique et social soient réglés, et c'est là une tâche immense. Pour que l'on y parvienne, il faut instaurer la paix, créer des relations solides et constructives et faire en sorte que se poursuive l'aide internationale.

61. Il est remarquable que ce soit justement ceux qui ont ravagé le Viet Nam au napalm et à la bombe incendiaire qui s'opposent aujourd'hui à toute aide à ce malheureux pays, dans le cadre du Programme alimentaire mondial. Mais les dollars affluent pour les bandes d'assassins qui se réfugient le long des frontières de la République populaire du Kampuchea, afin qu'ils puissent s'équiper en armes et se livrer à leurs agissements meurtriers. Peut-on dénoncer plus clairement la morale des milieux impérialistes qui parlent tant des droits de l'homme? Les peuples de l'Indochine n'ont pas oublié leur longue histoire ni leur expérience. Comme tous les peuples, ils ont droit à la paix et à la sécurité. Mais les milieux impérialistes et hégémonistes s'y refusent parce que cela n'est pas de leur goût. Il n'est pas un Etat dans cette région qui puisse méconnaître les intérêts de sécurité légitimes des peuples de l'Indochine. La politique menée par les impérialistes et les hégémonistes est d'autant plus dangereuse qu'elle dispose de forces qu'il ne faut pas minimiser. Nous sommes cependant heureux de constater que, prenant conscience du danger, le nombre de leurs opposants s'accroît.

62. Il est évident que la coopération fructueuse au Sud-Est asiatique serait de l'intérêt de tous les pays de cette région. Ceux-ci sont unis par des liens de longue date dans les domaines économique, commercial et culturel. Si ces liens ne sont pas rétablis et si de solides relations de bon voisinage ne sont pas instaurées, il sera impossible de mettre en œuvre l'objectif avancé ici même par les représentants des pays de l'ANASE, qui est de faire de l'Asie une zone de paix, de liberté et de neutralité.

63. L'hostilité et la méfiance s'opposent à l'établissement de ces bonnes relations. Et pour régler de manière pacifique les questions en litige, il n'est pas d'autre voie que celle de l'échange de vues et de la négociation. Ces objectifs ne pourront être atteints que lorsqu'on aura rejeté tout ce qui divise ces pays. La solution des problèmes que connaissent ces pays est avant tout l'affaire des peuples de la région et certainement pas celle des milieux dirigeants des Etats-Unis ou de la Chine, qui recherchent toujours de nouveaux moyens d'attiser les tensions internationales et de susciter des conflits. Il est caractéristique de noter que la Chine a rejeté les propositions du Viet Nam et de la République démocratique populaire lao visant à instaurer des relations de bon voisinage par le moyen d'un accord.

64. La paix et la sécurité au Sud-Est asiatique passent nécessairement par la réalisation d'un accord général et par la coopération entre tous les pays de la région, et avant tout au sein des groupes qui comprennent pratiquement tous les pays de la région — ceux de l'Indochine et de l'ANASE. Pour établir la détente dans cette région, les Etats de l'Indochine ont déjà proposé une voie. Les pro-

blèmes de la région — et c'est d'ailleurs en cela que consiste l'idée essentielle de leur proposition — doivent être réglés grâce à des accords entre les Etats du Sud-Est asiatique, sur la base de l'égalité et du respect mutuel, et sans immixtion de l'extérieur.

65. C'est dans cet esprit qu'en janvier 1981, les ministres des affaires étrangères des trois pays d'Indochine avaient proposé la convocation d'une conférence régionale chargée de conclure un ensemble d'accords multilatéraux sur les questions de paix, de stabilité et de coopération au Sud-Est asiatique. En juin dernier a été confirmée la proposition d'une conférence régionale avec la participation du Secrétaire général des Nations Unies et, éventuellement, d'autres pays. Le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, exposant les sept points au nom des trois pays amis, a proposé à nouveau un programme dont les principes et les aspects pratiques permettraient d'aborder immédiatement le dialogue sur les questions essentielles.

66. Pour ceux qui désirent véritablement une coopération fructueuse dans les domaines les plus divers, le programme représente une base de départ solide. Pour ceux qui répondent à la confiance par la confiance, le sens des responsabilités est une condition préalable à ces négociations; pour ceux qui souhaitent mettre fin aux tensions et à l'instabilité, ces sept points constituent une solution digne d'être expérimentée.

67. L'initiative des trois pays d'Indochine est étroitement liée à l'appel lancé dans la Déclaration finale adoptée par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi en 1981, et où il est demandé à tous les Etats de la région

« d'entamer un dialogue conduisant au règlement de leurs différends et à l'établissement d'une stabilité et d'une paix durables dans la région, ainsi qu'à l'élimination d'ingérences ou de menaces d'intervention de puissances extérieures » [A/36/116 et Corr.1, annexe, par. 85].

68. L'*International Herald Tribune* qualifie les propositions avancées par la République démocratique populaire lao, le Viet Nam et le Kampuchea de « chance à saisir, de la meilleure occasion », selon cet article, « de sortir le Kampuchea de l'impasse paralysante dans laquelle il se trouve ». Ce journal estime que ces propositions pourraient être l'amorce d'un processus de réparation des dommages causés à la région par l'appui apporté à Pol Pot.

69. La République démocratique allemande appuiera toute initiative visant à régler les différends par des voies pacifiques et constructives. Cela s'applique au Sud-Est asiatique tout autant qu'à toutes les autres régions du monde. Toute initiative, toute proposition allant dans le sens de la paix, de la stabilité et de la coopération, ne fera que renforcer les fondements de la paix mondiale.

70. En ce qui concerne le Sud-Est asiatique, les dirigeants des pays de l'ANASE ont également prouvé à maintes reprises qu'ils souhaitent la normalisation de la situation. L'avenir pacifique de la région exige que l'on fasse preuve de patience, de réalisme et du sens des responsabilités. Nous devons éviter tout acte qui risquerait de compliquer encore la situation.

71. Seul le dialogue entre les parties concernées est susceptible de faciliter une recherche rapide et commune des moyens permettant de normaliser la situation. Les conditions préalables mentionnées par certains représentants au cours de la discussion ne constituent pas une invitation au dialogue. Ces conditions ne sont qu'une tentative faite pour imposer leur volonté aux autres Etats et pour faire pression sur eux. Cela ne peut évidemment pas favoriser la compréhension mutuelle. Le succès des efforts déployés ne

pourra avoir lieu que s'ils sont encouragés de l'extérieur au lieu d'être découragés et cela vaut pour tous les Etats avoisinant la région ou qui s'y trouvent d'une façon ou d'une autre.

72. Pour établir une paix durable au Sud-Est asiatique, il faut que les pays de la région soient à l'abri de toute menace d'agression, de toute politique expansionniste, de toute ingérence et de toute violation flagrante de leur souveraineté nationale.

73. Tâchons, ensemble, de créer les conditions favorables à une paix, à une sécurité et à une compréhension mutuelles et générales dans la région. Le dialogue au lieu de l'affrontement, voilà la seule solution raisonnable permettant d'assainir le climat politique au Sud-Est asiatique, ce que l'Organisation des Nations Unies a le devoir d'appuyer.

74. M. TARUA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (*interprétation de l'anglais*) : La Papouasie-Nouvelle-Guinée s'intéresse tout particulièrement au point 34. Nous nous trouvons à l'extrémité de la région de l'Asie du Sud-Est et avons des liens étroits avec les pays membres de l'ANASE. En conséquence, comme les auteurs de la proposition tendant à inscrire ce point à l'ordre du jour, nous sommes soucieux de voir la paix, la stabilité et la coopération établies et maintenues parmi les pays de l'Asie du Sud-Est.

75. Ceux qui ont proposé l'inscription de ce point à l'ordre du jour ont avancé plusieurs raisons pour lesquelles il fallait établir la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est. Nous reconnaissons qu'un tel besoin existe. La région a connu plusieurs guerres et des bouleversements sociaux. L'épisode le plus poignant de ceux-ci est l'exode de milliers de réfugiés d'Indochine et l'énorme fardeau que cela a représenté pour les pays voisins et pour le monde.

76. La région doit encore faire face aux conséquences de ces temps difficiles et elle est toujours sous pression. Les frictions, la suspicion et l'incertitude dans les tractations entre les pays de l'Asie du Sud-Est, dont les systèmes sociaux et les philosophies politiques diffèrent, soutiennent toujours cette situation. Il est donc essentiel de trouver une solution à ces problèmes afin que s'établissent la paix, la stabilité et la coopération qui sont envisagées par le Viet Nam et la République démocratique populaire lao. On ne pourra atteindre cet objectif que si la cause profonde de tous ces problèmes disparaît.

77. A notre avis, la cause principale de l'instabilité et de la suspicion est constituée par l'invasion du Kampuchea, en 1978, et son occupation continue par le Viet Nam. Cette action et la présence du Viet Nam au Kampuchea ont provoqué une grave préoccupation parmi les pays de l'Asie du Sud-Est et dans le monde entier. Cette agression flagrante ne saurait être passée sous silence, notamment par les pays petits et faibles de l'Asie du Sud-Est et les Etats voisins. Nous n'avons aucune assurance qu'une telle violation flagrante de la Charte ne se répètera pas. Tant que la question de l'occupation vietnamienne du Kampuchea ne sera pas résolue, il sera difficile de faire diminuer la tension, la suspicion et l'incertitude.

78. Le Viet Nam s'est laissé entraîner dans une situation qui a causé des souffrances indicibles à son propre peuple, au peuple du Kampuchea et dans presque toute la région de l'Asie du Sud-Est. Pour ma délégation, il semble que la seule voie honorable permettant au Viet Nam de sortir de cette impasse au Kampuchea serait d'entamer un dialogue direct avec les parties intéressées et concernées par la situation au Kampuchea. Cela comprend les pays de la région, les grandes puissances et d'autres membres de l'Assemblée générale. Par sa résolution 36/5, l'Organisation des Nations Unies a ouvert cette voie.

79. La Déclaration et la résolution adoptées par la Conférence internationale sur le Kampuchea et appuyées par la résolution 36/5 ont ouvert la voie à la discussion de tous les éléments importants qui devraient permettre au Viet Nam de se retirer dans l'honneur. La Déclaration prévoit également une solution pour la plupart des questions qui, selon le Viet Nam et ses partisans, font obstacle aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

80. Des questions telles que ce que l'on a appelé l'hégémonie chinoise et l'impérialisme américain ainsi que les doutes constants quant aux intentions véritables du Viet Nam peuvent faire l'objet de discussions et même d'une solution en vertu de la résolution 36/5. Il y a d'autres problèmes, tels que celui des réfugiés, celui du combat qui se poursuit au Kampuchea, celui des heurts à la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea et celui de la menace toujours présente à la paix, à la stabilité et à la coopération en Asie du Sud-Est. Ces problèmes provoquent la suspicion et font obstacle à une coexistence, une amitié et une coopération durables entre les pays de l'Asie du Sud-Est.

81. Nous estimons que lorsque la situation au Kampuchea sera redevenue normale, conformément à la résolution 36/5, les inquiétudes et les préoccupations qui divisent les pays de la région disparaîtront. Quand cela arrivera, la confiance et l'amitié pourront reposer sur une base solide. Les propositions avancées par la République démocratique populaire lao et par le Viet Nam sur la paix, la stabilité et la coopération devraient alors constituer un excellent début pour une ère nouvelle de paix dans la région.

82. M. KRAVETS (République socialiste soviétique d'Ukraine) [*interprétation du russe*] : L'Asie du Sud-Est reste l'une des régions les plus brûlantes de notre planète depuis de nombreuses années déjà. Elle se trouve à la croisée des routes maritimes allant de l'océan Indien à l'océan Pacifique; elle est riche en ressources naturelles et en matières premières; elle a une main-d'œuvre abondante et à ce titre elle constitue un marché attrayant qui suscite les appétits des impérialistes, notamment des Américains, et aussi des expansionnistes chinois. Les premiers, sans ver le drapeau noir de la contre-révolution tous les ennemis d'« intérêts vitaux » tandis que les deuxièmes pensent qu'ils sont habilités à « donner des leçons » à d'autres peuples, et notamment des leçons militaires.

83. Il semblerait que les intérêts de l'impérialisme américain et de l'hégémonisme chinois soient en l'occurrence incompatibles. Toutefois, ce qui les unit c'est l'existence d'un obstacle commun, sous la forme d'un mouvement puissant de libération des peuples de l'Indochine et de tendances au renforcement de l'indépendance nationale de jeunes Etats. Les prétentions des forces impérialistes et hégémonistes se sont fortement heurtées à la République socialiste du Viet Nam, à la République démocratique populaire lao et à la République populaire du Kampuchea, qui ont défendu leur existence lors d'une guerre extrêmement difficile et inégale avec les Etats-Unis et les instigateurs de Pékin, et pour lesquels il n'y a pas tâche plus importante que préserver les fruits de leur lutte et faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix, de stabilité et de coopération.

84. Washington et Pékin, avec le soutien d'un certain nombre de pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN], font pression sur les membres de l'ANASE et essaient de les pousser vers un affrontement avec le Viet Nam, la République démocratique populaire lao et le Kampuchea. C'est ainsi qu'ils groupent sous le drapeau noir de la contre-révolution tous les ennemis des peuples de l'Indochine, quelle que soit leur orientation politique passée ou présente.

85. Ces mêmes buts sont également visés par les manigances peu reluisantes menées autour de ce que l'on

appelle la « question kampuchéenne », et dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies a malheureusement été impliquée. Cependant, la stabilité de la situation politique de la République populaire du Kampuchea, l'amélioration de sa situation économique et son autorité croissante sur la scène internationale sont autant d'éléments qui témoignent de la futilité des efforts des impérialistes américains et des hégémonistes chinois qui, avec l'appui de politiciens en faillite, essaient d'empêcher l'établissement dans cette région d'une nouvelle société.

86. Ce sont là les éléments principaux qui, à notre avis, déstabilisent la situation en Asie du Sud-Est et risquent de provoquer une crise constituant une menace pour la paix et la sécurité du monde.

87. Dans cette situation grave, les efforts de la communauté internationale doivent tendre à résoudre de manière réaliste la crise en Asie du Sud-Est par des voies pacifiques, sans ingérence extérieure. Ce sont ces buts que poursuivent pleinement les propositions bien connues présentées par la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea en janvier dernier, et confirmées dans la déclaration des ministres des affaires étrangères de ces pays à Phnom Penh en juin 1981.

88. Fermement convaincus que les problèmes qui compliquent la situation en Asie du Sud-Est ne peuvent être réglés que par des consultations et des négociations, sur la base de l'égalité et à l'abri de toute politique de pression et de diktat, les gouvernements de ces trois pays ont proposé la tenue d'une conférence régionale avec la participation des Etats de l'Indochine et des pays membres de l'ANASE. Ils ont également proposé d'inviter, à titre d'observateurs, les représentants d'autres pays ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies. Si les Etats de l'ANASE ne sont pas encore prêts à tenir une conférence régionale, les pays de l'Indochine proposent alors de poursuivre les consultations multilatérales et bilatérales sur tous les problèmes concernant les parties intéressées.

89. Dans la déclaration de Phnom Penh, les trois pays de l'Indochine ont affirmé, une fois de plus, qu'ils étaient prêts à signer avec la Chine un traité bilatéral de non-agression et de coexistence pacifique sur la base des principes d'un respect rigoureux de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-agression, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité et de l'avantage mutuel, des relations de bon voisinage entre tous et du règlement de tous les différends par des voies pacifiques.

90. Une question capitale dans la situation actuelle est le rétablissement de la paix et de la stabilité le long de la frontière sino-vietnamienne. Sur ce point, il existe une proposition concrète et réaliste faite par la République socialiste du Viet Nam. Cette proposition part de l'idée qu'il faut, le plus rapidement possible, conclure un accord sur les mesures urgentes de nature à rétablir la paix et la stabilité le long de la frontière entre la Chine et la République socialiste du Viet Nam et à reprendre dans les plus brefs délais la troisième série des pourparlers sino-vietnamiens qui ont été interrompus par la Chine de manière unilatérale. Cet accord répondrait aux aspirations sincères des peuples du Viet Nam et de la Chine et, à notre avis, contribuerait non seulement à résoudre les problèmes des relations bilatérales mais aussi à garantir la paix et la stabilité dans toute l'Asie du Sud-Est.

91. Cependant, la bonne volonté et les initiatives constructives du Viet Nam n'ont pas été jusqu'à ce jour accueillies favorablement par la Chine. En outre, les milieux dirigeants chinois redoublent d'efforts dans leurs activités subversives contre la République socialiste du Viet Nam et essaient de faire pression sur lui tant sur le plan politique et

économique que militaire. Depuis le début de l'année seulement, la soldatesque chinoise a commis délibérément plus de 1 800 actes armés le long de la frontière avec le Viet Nam.

92. La recherche des moyens d'éliminer la tension en Asie du Sud-Est exige évidemment une attitude constructive et la bonne volonté des pays d'Indochine et de la région. Une paix durable ne peut être garantie que par les efforts conjoints du Viet Nam, de la République démocratique populaire lao et du Kampuchea et des pays de l'ANASE. Les conditions nécessaires pour y parvenir existent. Nous constatons avec satisfaction que, malgré les désaccords qui subsistent, le dialogue entre les pays de l'Indochine et les pays de l'ANASE a déjà produit des résultats constructifs qui ont renforcé la compréhension mutuelle et ont créé des conditions favorables à une discussion ultérieure et à la conclusion d'accords sur les problèmes de la région sans ingérence extérieure. Ce processus a été favorisé considérablement par la visite du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, M. Phoune Sipaseuth, dans différents pays d'Asie du Sud-Est.

93. L'importance pratique de mettre au point une base pour les négociations devrait être la reconnaissance, par les pays de l'ANASE, des sept principes exposés dans le mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, et dont il a été traité en détail au cours du débat général à la présente session de l'Assemblée générale. Nous souscrivons à la conclusion du mémorandum selon laquelle « seule la poursuite du dialogue entre les deux groupes de pays permettra de promouvoir la compréhension et la confiance mutuelles, d'éliminer ces divergences et de rechercher ensemble les moyens de règlement pour éliminer les causes de la menace à l'indépendance, à la souveraineté des Etats et d'une manière générale à la paix et à la stabilité de la région ». [A/36/561, annexe, p. 1.]

94. Malheureusement, cédant à la pression des Etats-Unis et de la Chine, les pays de l'ANASE n'ont pas encore répondu de manière positive aux propositions constructives que ne cessent de faire les trois Etats d'Indochine. Cette position ne répond pas à notre objectif qui est d'atténuer les tensions au Sud-Est asiatique et de créer une atmosphère politique favorable à la paix et à la stabilité régionales. Cette attitude montre, comme on l'a déjà dit, qu'il y a encore des désaccords profonds entre les deux groupes de pays sur leur manière d'aborder les problèmes de la région. A cet égard, nous attachons une grande importance à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de trouver la formule qui permettra de surmonter les obstacles. A notre avis, l'examen du point intitulé « Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est » par l'Assemblée générale doit jouer un rôle constructif et positif dans les efforts internationaux tendant à surmonter la tension dans la région et à en faire une zone de paix et de coopération mutuelle durables.

95. M. KASEMSRI (Thaïlande) [*interprétation de l'anglais*] : L'Assemblée générale a entendu plusieurs orateurs dans le cadre de la discussion de ce point et plusieurs d'entre eux ont fait allusion au mémorandum lao du 28 septembre 1981 sur les « Principes régissant les relations de coexistence pacifique entre deux groupes de pays de l'Indochine et l'ANASE pour la paix, la stabilité, l'amitié et la coopération en Asie du Sud-Est ». En conséquence, la délégation de la Thaïlande voudrait faire connaître ses vues sur ce mémorandum et sur la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est.

96. Ma délégation a étudié avec soin la proposition contenue dans le mémorandum lao et est déçue de constater qu'elle ne contient rien de nouveau. En apparence, la

proposition semblerait raisonnable, puisqu'elle cite longuement les principes déjà consacrés dans la Charte et qui sont des règles impératives du droit international. Ce sont là des principes généralement reconnus comme étant applicables aux relations entre Etats, et non pas seulement à un moment particulier. On ne peut s'empêcher de se demander pourquoi ces principes n'ont pas été appliqués au cours de l'invasion du Kampuchea par les forces vietnamiennes en 1978 et pourquoi ils sont proposés uniquement après l'invasion alors que le Kampuchea est toujours occupé illégalement par des forces étrangères.

97. En fait, le mémorandum lao passe entièrement sous silence le problème kampuchéen. Pour ses partisans et pour ceux qui l'appuient, ce document défend leurs propres intérêts et tend à obtenir ce que les forces étrangères n'ont pu réussir à réaliser jusqu'à présent, à savoir l'incorporation du Kampuchea dans le groupe de pays indochinois, élément qui est très souvent souligné dans ses pages, en dépit du déni répété de toute intention de créer ce que l'on appelle une fédération des Etats indochinois. Son acceptation compromettrait le but très cher au peuple kampuchéen qui est de rester neutre et non aligné.

98. Qui plus est, le mémorandum s'efforce de dénaturer la situation telle qu'elle existe en Asie du Sud-Est et de la présenter comme un affrontement ou un conflit entre les pays de l'ANASE et les Etats indochinois. Mais, en réalité, le seul conflit qui existe est celui qui oppose le Viet Nam au Kampuchea, et l'affrontement n'existe qu'entre le Viet Nam et son voisin du nord. Les pays de l'ANASE s'efforcent simplement d'éviter un conflit plus large et de trouver une solution pacifique et globale au conflit et à l'affrontement.

99. Pour les partisans du mémorandum lao, la situation au Kampuchea est un fait accompli irréversible et la communauté internationale devrait s'abstenir de tout effort tendant à trouver une solution pacifique au conflit. De plus, les pays de l'Asie du Sud-Est sont priés d'accepter ce fait accompli militaire ainsi que le régime fantoche mis sur place par les forces étrangères. Il y a donc lieu de supposer que la paix et la stabilité reviendraient dans la région grâce à la *Pax Vietnamica*. La réalité de la situation, on le sait, est bien plus compliquée que cela.

100. Premièrement, l'Organisation ne saurait accepter la menace ou l'emploi de la force, qui sont contraires à sa Charte, comme constituant un moyen de résoudre les différends entre Etats. Une telle façon de procéder constituerait un précédent extrêmement dangereux et serait fatal pour les nations les moins puissantes du monde.

101. Deuxièmement, l'invasion du Kampuchea par le Viet Nam a porté atteinte au processus de bon voisinage que les pays de l'ANASE se sont efforcés de promouvoir sans relâche avec leurs voisins. En fait, la confiance mutuelle entre les pays de l'Asie du Sud-Est se trouve à son point le plus bas depuis l'invasion du Kampuchea, en dépit des assurances contraires du Viet Nam. Rétablir cette confiance mutuelle entre ces pays exigerait nécessairement une solution politique globale du problème kampuchéen qui tiendrait compte des intérêts légitimes de tous les intéressés.

102. Troisièmement, l'invasion et l'occupation du Kampuchea par le Viet Nam ont fourni aux puissances de l'extérieur un prétexte pour se mêler des affaires de la région de l'Asie du Sud-Est, que cela plaise au Viet Nam ou non. Ce n'est que grâce à un règlement politique global du problème kampuchéen que les grandes puissances pourraient être amenées à jouer un rôle constructif dans la région.

103. Quatrièmement, il s'ensuit que, alors que les consultations bilatérales peuvent se poursuivre et que les canaux diplomatiques peuvent rester ouverts — ce qui est le cas d'ailleurs —, le problème, sous tous ses aspects, a une

portée internationale, exigeant ainsi la participation active de la communauté internationale dans la recherche d'une solution pacifique. La Déclaration et la résolution adoptées récemment par la Conférence internationale sur le Kampuchea, et approuvées à une écrasante majorité par l'Assemblée dans sa résolution 36/5, offre un cadre réaliste et raisonnable pour un règlement pacifique et une base solide permettant d'établir un édifice de paix durable en Asie du Sud-Est. En conséquence, ma délégation lance un appel au Viet Nam et à la République démocratique populaire lao ainsi qu'à d'autres pays qui se disent soucieux de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est pour qu'ils appuient, s'ils ne l'ont pas encore fait les efforts de l'Organisation des Nations Unies dans ce sens.

104. Avant de terminer, j'aimerais me référer à la déclaration que le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a faite à la 44^e séance et qui faisait allusion à des exercices militaires conjoints entrepris récemment dans une zone maritime reculée de Thaïlande. Des exercices militaires massifs et de large portée ont eu lieu fréquemment au cours des derniers mois dans de vastes régions de l'Europe de l'Est. Jusqu'à présent, ma délégation s'est abstenue de faire des commentaires sur ces opérations ou d'émettre un quelconque jugement à leur sujet, et ne le fera certainement pas maintenant. Qu'il me suffise de dire que les exercices mentionnés par le représentant de l'Union soviétique étaient des exercices d'entraînement entrepris à une échelle relativement petite, de façon peu fréquente et routinière et à des fins de légitime défense. Ma délégation est donc fortement étonnée, et même flattée, par les préoccupations apparentes que cela provoque chez le représentant d'une superpuissance.

105. Mme IDER (Mongolie) [*interprétation du russe*] : Au cours de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, et à l'initiative d'un groupe de pays, dont la Mongolie, la question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est a été examinée. Aujourd'hui, l'Assemblée générale est à nouveau saisie de cette question, à laquelle la délégation mongole attache une importance exceptionnelle.

106. La nature dangereuse de ce problème tient avant tout à ce que la situation en Asie du Sud-Est, en particulier dans la péninsule indochinoise, reste très tendue et instable. A notre avis, la cause de cette situation complexe tient essentiellement aux desseins expansionnistes et hégémonistes de grande envergure de la Chine dans ses rapports avec les pays de l'Indochine et de la région de l'Asie du Sud-Est dans son ensemble.

107. La situation dans cette région est aggravée par les agissements des milieux impérialistes tendant à former une alliance stratégique avec les hégémonistes de Pékin. A cet égard, nous ne pouvons qu'être inquiets de la décision prise par le Gouvernement des Etats-Unis qui a décidé de vendre à la Chine des armes offensives, tout en cherchant à pousser d'autres pays sur la voie de la militarisation et de l'affrontement.

M. Kravets (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

108. Toutes sortes de manœuvres se poursuivent à propos de ce que l'on appelle le problème kampuchéen. La convocation de la prétendue Conférence internationale sur le Kampuchea ainsi que la résolution adoptée, il y a seulement quelques jours, par l'Assemblée générale, entérinant les décisions de cette prétendue « conférence » ne peuvent être considérées autrement que comme des tentatives manifestes d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Tout cela ne fait que prolonger les conflits dans la région, ce qui va d'ailleurs dans le sens des plans expansionnistes de la Chine, qui veut pénétrer plus profondément encore en Asie du Sud-Est, et ce qui fait le jeu des

forces hégémonistes et impérialistes, qui cherchent à entraîner les pays de l'ANASE dans une politique antisocialiste et antivietnamienne.

109. Les tentatives faites pour créer un prétendu front uni, c'est-à-dire un gouvernement de coalition entre les différents groupes de réactionnaires khmers, qui ont d'ailleurs été repoussées par le peuple kampuchéen, cachent manifestement la volonté de s'ingérer dans les affaires intérieures du Kampuchea et d'empêcher, par là même, le rétablissement d'une vie normale dans ce pays. Tout cela s'accompagne d'une tension toujours plus vive, ce qui ne peut qu'éloigner de plus en plus la perspective de voir l'Asie du Sud-Est transformée en une zone de paix et de coopération.

110. Par contraste, les trois Etats d'Indochine — la République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea — s'emploient constamment à normaliser la situation dans la région, à établir des relations d'amitié avec les pays de l'Asie du Sud-Est, à créer des conditions propres à instaurer un climat de bon voisinage, de paix, de stabilité et de coopération. Tel est le but d'ailleurs de toute une série d'initiatives constructives qui ont trouvé leur expression concrète dans les déclarations adoptées aux Conférences des ministres des affaires étrangères du Kampuchea, de la République démocratique populaire lao et du Viet Nam, qui ont eu lieu à Vientiane, en juillet 1980¹, à Hô Chi Minh-Ville, en janvier 1981 et à Phnom Penh, en juin 1981. Ces initiatives proposent la tenue d'une conférence régionale pour régler tous les problèmes d'intérêt commun. Elles n'excluent pas la possibilité de la participation du Secrétaire général des Nations Unies, à titre personnel, ainsi que des représentants d'autres pays, à titre d'observateurs.

111. Si les pays de l'ANASE ne sont pas prêts à participer à cette conférence régionale, les trois pays d'Indochine proposent alors de poursuivre les consultations régionales sur un plan bilatéral ou multilatéral. Nous considérons comme une preuve de bonne volonté et d'un désir sincère de parvenir à des résultats positifs la proposition tendant à convoquer une conférence internationale qui entraînerait une participation plus large pour confirmer et assurer la garantie des accords conclus à la conférence régionale ou lors des consultations régionales.

112. On envisage également la possibilité de convoquer cette conférence internationale dans le cadre des Nations Unies si, bien entendu, les Nations Unies cessent de reconnaître la clique de Pol Pot.

113. De l'avis de notre délégation, ces propositions ouvrent la voie à l'amorce d'un dialogue, sur un pied d'égalité, entre les deux groupes d'Etats et doivent permettre, dans la réalité, de régler de manière pacifique tous les problèmes qui compliquent la situation dans cette région du monde. Ces propositions correspondent aussi aux dispositions de la Déclaration adoptée à New Delhi par la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, en février dernier [*voir A/36/116/ et Corr. I*], ainsi qu'au communiqué de la Réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation des pays non alignés à la trente-sixième session de l'Assemblée générale à New York en septembre [*voir A/36/566*], qui contient un appel lancé à tous les Etats de la région pour qu'ils entament un dialogue visant à résoudre toutes leurs divergences par des voies pacifiques, à établir une paix et une stabilité durables dans la région et à éliminer l'ingérence et les menaces de l'extérieur.

114. Les nouvelles propositions contenues dans le mémorandum du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, en date du 28 septembre 1981, constituent un élément nouveau et important

découlant des initiatives des pays d'Indochine; ce mémorandum reprend les principes de coexistence pacifique entre les deux groupes de pays — les pays de l'Indochine et les pays de l'ANASE — en vue de garantir la paix, la stabilité, l'amitié et la coopération en Asie du Sud-Est.

115. Un dialogue fondé sur les principes mentionnés dans le mémorandum — indépendance, souveraineté, intégrité territoriale, non-agression, égalité, avantage mutuel, règlement pacifique des différends, respect du droit de chaque pays de l'Indochine, de l'ANASE et autres pays à la défense individuelle et collective, au développement de la coopération dans les domaines économique, technique, scientifique et autres — pourrait, à notre avis, contribuer de manière décisive à trouver des terrains d'entente dans l'intérêt des deux groupes de pays et servirait la cause de l'instauration d'une paix stable dans cette région de l'Asie.

116. La République populaire mongole a toujours, en tant qu'Etat d'Asie, appuyé et essayé de promouvoir les efforts visant à assainir le climat politique en Asie du Sud-Est et dans le continent asiatique dans son ensemble pour que cette région devienne une zone où règnent la paix et l'esprit de bon voisinage. C'est parce que nous faisons de ce but le nôtre et parce que nous souhaitons contribuer par tous les moyens possibles à la noble cause de l'instauration de la sécurité dans toute l'Asie que mon pays a proposé récemment la conclusion d'une convention sur la non-agression et le non-recours à la force dans les relations entre les Etats d'Asie et du Pacifique [voir A/36/586]. Nous estimons que l'introduction, dans un traité, du principe du non-recours à la force dans les relations entre les Etats de la région constituerait une garantie par laquelle les bases de la sécurité en Asie se trouveraient renforcées.

117. Le but de notre proposition est clair de par son libellé même. Nous pensons que sa mise en œuvre renforcerait les dispositions de la Charte relatives à une telle situation et des décisions importantes prises par l'Organisation des Nations Unies. La proposition reprend également un grand nombre des idées et suggestions des Etats d'Asie tendant à garantir la paix et la sécurité dans ce vaste continent. Elle reprend en particulier les propositions des pays de l'Indochine qui souhaitent faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix, de stabilité et de coopération. Les efforts communs tendant à mettre en œuvre ces initiatives et ces propositions contribueraient considérablement à créer un climat de confiance, de compréhension mutuelle et de coopération et renforceraient la paix et la sécurité internationales.

118. M. LOPEZ del AMO (Cuba) [interprétation de l'espagnol] : Jamais autant qu'aujourd'hui l'humanité n'a accumulé une telle quantité de moyens de destruction qui mettent en danger son existence même. Défendre la paix est donc notre premier devoir.

119. Il existe des esprits hallucinés et obscurs qui rêvent d'une solution apocalyptique des problèmes du monde contemporain dans l'espoir de sortir vainqueurs de la catastrophe. Ces esprits créent, encouragent et attisent les conflits et poussent notre monde vers la guerre par leur politique irresponsable et fasciste.

120. L'Asie du Sud-Est est, depuis longtemps, le théâtre de rivalités entre puissances colonialistes et impérialistes, ainsi que celui d'actes d'agression contre les peuples de la région.

121. Les Etats-Unis ont fait usage, contre le seul peuple vietnamien, il y a quelques années, d'une quantité d'explosifs plus grande que celle utilisée pendant toute la deuxième guerre mondiale.

122. Une autre grande puissance, celle-là même qui entretient l'ingérence armée de ses acolytes contre divers

Etats de la région, celle-là même qui a contrôlé et appuyé la plus grande opération contemporaine de génocide et d'esclavage contre un autre peuple de la région pour ensuite étendre son emprise sur toute l'Asie du Sud-Est, a lancé aussi contre le peuple vietnamien un demi-million de ses soldats.

123. Ces deux puissances, liées aujourd'hui par une union impie et réactionnaire, sont les obstacles principaux qui entravent les efforts tendant à transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix, de stabilité et de coopération. Si l'on ne comprend pas cela, si les Etats de la région ne voient pas d'où vient le vrai danger et s'ils ne se décident pas au dialogue qui ouvrirait la voie à la coexistence fondée sur le respect mutuel, l'esprit de bon voisinage et la coopération dont tous ne peuvent que bénéficier, ils commettront une erreur grave, ils ouvriront une brèche par laquelle pourraient se glisser les tigres.

124. Les trois pays frères indochinois, unis dans une lutte commune, qui a duré près de 40 ans, contre le colonialisme et l'impérialisme, pour l'indépendance et la souveraineté nationale, ont fait des propositions sérieuses et constructives de nature à dissiper la méfiance, à consolider la paix et la stabilité et à promouvoir la coopération entre les Etats de la région. Nous pensons que c'est là le vœu de tous et il ne fait aucun doute que les nations de l'Asie du Sud-Est pourraient, en ces jours sombres, apporter une inestimable contribution à la paix mondiale et à la cause des peuples de ce que l'on appelle le tiers monde si elles étaient en mesure de transformer l'affrontement en dialogue et le dialogue en coopération.

125. Pour toutes ces raisons, notre délégation souhaite appuyer sincèrement l'esprit qui a présidé à l'élaboration de ce point de l'ordre du jour et dire son espoir de voir le règlement de cette question devenir une réalité prometteuse et féconde.

Le Président reprend la présidence.

126. M. IBRAHIM (Ethiopie) [interprétation de l'anglais] : L'humanité aspire à la paix et à l'amitié. Plus que partout ailleurs cette aspiration est ressentie aujourd'hui en Asie du Sud-Est où les forces de la réaction et de la tyrannie s'efforcent de renverser le cours de l'histoire.

127. De nos jours, malheureusement, il est devenu de bon ton de parler de paix dans les instances publiques, comme c'est le cas ici, tout en semant le trouble et la discorde à l'extérieur. Une telle attitude ne sert certainement pas la cause de la paix. Au contraire, elle accroît la méfiance et la discorde, qui ne profitent à personne. C'est en tenant compte de cela que toutes les parties intéressées dans les affaires de l'Asie du Sud-Est devraient résister à la tentation d'essayer d'obtenir des avantages de propagande à court terme aux dépens des peuples qui luttent pour une paix et une coopération véritables. Nous sommes fermement convaincus que les pays de l'Indochine et les pays membres de l'ANASE sont capables de résoudre eux-mêmes leurs différends et je pourrais même ajouter, à la satisfaction de tous.

128. Au cours des 40 dernières années, l'Asie du Sud-Est a eu plus que sa part de tensions et de conflits dus, dans une large mesure, à l'ingérence étrangère incessante dans les affaires de la région. Les peuples directement concernés, quant à eux, ont le plus grand intérêt à voir la paix régner et s'efforcent résolument de l'obtenir. Ils sont maintenant disposés à façonner eux-mêmes leur propre destin, et sont en mesure de le faire. Pourtant, d'aucuns ont choisi de ne pas accepter cette réalité. Il en est découlé, jusqu'à ce jour, une série de violations flagrantes des principes fondamentaux de la Charte.

129. Comme je viens de le dire, un besoin urgent de paix et de stabilité se fait sentir aujourd'hui en Asie du Sud-Est

et dans d'autres parties troublées du monde. Cette région connaît depuis bien trop longtemps troubles et guerres qui ont été et sont encore causés par les néocolonialistes et les impérialistes. Tous ceux qui aspirent véritablement à une solution rationnelle et durable des problèmes de la région sont aujourd'hui convaincus que ce qui importe maintenant c'est de mettre fin dans les plus brefs délais à l'ingérence de tierces parties dans les affaires des pays de l'Asie du Sud-Est, faute de quoi tous les efforts visant à instaurer la paix, la stabilité et la coopération dans la région seront vains.

130. Qu'il existe des divergences de vues entre les pays de l'Asie du Sud-Est, tout comme entre les pays d'autres régions du monde, est un fait reconnu. Mais il faut les considérer, en quelque sorte, comme une querelle de famille qui peut trouver sa solution dans un contexte régional sans arbitres extérieurs, aussi sincères qu'ils puissent être. Les Nations Unies ont un rôle extrêmement important à jouer pour encourager cet effort régional.

131. Il est agréable de constater les initiatives encourageantes qui ont déjà été prises sur le chemin de la paix et de la coopération durables en Asie du Sud-Est. La République démocratique populaire lao et la République socialiste du Viet Nam ont pris des mesures utiles dans ce sens qui témoignent de l'intérêt sincère qu'elles portent à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la coopération dans la région. Il appartient aux autres pays de la région de se joindre à ces pays et de participer à ces louables efforts.

132. Un dialogue significatif entre les pays de la région de l'Asie du Sud-Est est opportun et il convient de s'en féliciter, car il procède, entre autres choses, de l'esprit de la déclaration finale de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi au début de l'année, et qui en appelait, précisément, à un dialogue de ce genre et à la cessation de l'ingérence extérieure dans les affaires de la région. Par conséquent, nous nous félicitons des initiatives constructives des pays de l'Indochine et nous espérons que leurs homologues de l'ANASE se joindront à eux en temps opportun.

133. M. BALETA (Albanie) : Deux semaines seulement se sont écoulées depuis notre dernier débat sur le point 22 de l'ordre du jour intitulé « La situation au Kampuchea ». Lors de ce débat, la délégation albanaise a déjà exprimé ses vues sur ce problème et sur la situation en Asie du Sud-Est en général [39^e séance]. Elle voudrait, à l'heure actuelle, faire part de quelques réflexions dans le cadre de la discussion du point 34.

134. Nous comprenons les inquiétudes que le manque de paix et de stabilité réelles en Asie du Sud-Est suscitent chez les peuples et les pays de cette région. Il va sans dire que pour la région de l'Asie du Sud-Est, qui n'a jamais connu de paix et de stabilité pendant 40 ans, l'établissement et la sauvegarde de la paix et de la stabilité véritable constituent une nécessité de premier ordre, un objectif vers lequel devraient être dirigés sincèrement tous les efforts des peuples et des pays directement intéressés. Cela réjouirait énormément les peuples et les pays démocratiques et progressistes et contribuerait grandement à l'assainissement de la situation dans une zone très névralgique. Mais les débats sur les points 22 et 34 ont démontré une fois de plus combien la situation en Asie du Sud-Est demeure compliquée et tendue.

135. Il est déjà très bien connu que la situation qui persiste en Asie du Sud-Est s'est créée à la suite d'une très longue chaîne d'événements graves qui se sont successivement produits au fil des années. Les peuples de l'Asie du Sud-Est remportèrent des victoires importantes en créant des Etats nationaux indépendants après la deuxième guerre mondiale. Mais leurs acquis furent immédiatement mis en danger par l'impérialisme américain qui commença tout de

suite à pénétrer politiquement, économiquement et militairement dans cette zone. En recourant largement à l'emploi de la force des armes, les Etats-Unis tentèrent d'y arrêter le processus des changements politiques et sociaux et d'étouffer la lutte de libération nationale. La politique agressive de l'impérialisme américain culmina avec l'agression barbare armée dont les peuples vietnamien, lao et khmer furent tout à tour victimes pendant les années 60 et jusqu'au milieu des années 70.

136. Les interventions multiples des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires intérieures de plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est, les bases militaires américaines installées dans cette zone et de nombreux autres liens imposés au moyen de traités et d'alliances par les Etats-Unis, et surtout l'agression contre le Viet Nam et d'autres pays d'Indochine, sont autant de facteurs qui se trouvent à l'origine des malheurs qui ont frappé les peuples de cette zone. Il n'est plus à démontrer que l'impérialisme américain demeure l'un des ennemis les plus dangereux des peuples de l'Asie du Sud-Est.

137. L'apparition du social-impérialisme soviétique sur l'arène internationale a produit ses effets très dangereux aussi dans l'Asie du Sud-Est, où l'Union soviétique commença tout de suite ses activités multiples en vue de jeter et d'élargir les bases de sa pénétration impérialiste. Les social-impérialistes soviétiques ne cessent de prétendre qu'ils sont amis des peuples de l'Asie du Sud-Est et qu'ils les soutiennent contre les autres superpuissances. Mais ils ne réussiront jamais à faire oublier qu'ils ont agi contre la lutte de libération nationale de ces peuples, qu'ils ont comploté et marchandé avec l'impérialisme américain lorsque les peuples de l'Indochine combattaient contre l'agression de cet impérialisme, et qu'ils sont restés amis du régime fantoche de Lon Nol jusqu'aux dernières heures de celui-ci.

138. Il en est de même pour ce qui concerne la Chine social-impérialiste qui, sous le couvert d'ami des peuples d'Indochine ou des autres peuples d'Asie du Sud-Est, a œuvré de longue date à préparer des conditions favorables à sa politique hégémonique et expansionniste. Pour les besoins de cette politique agressive et de son chauvinisme de grande puissance, la Chine a manipulé, utilisé et encouragé la clique fasciste de Pol Pot en vue de transformer le Kampuchea en tête de pont de son expansionnisme. La Chine agit ouvertement comme une superpuissance impérialiste agressive en déclenchant ses agressions armées contre le Viet Nam. Elle menace toujours le Viet Nam par l'application, une deuxième fois, de la doctrine médiévale consistant à donner des leçons.

139. Les peuples de la région de l'Asie du Sud-Est ont traversé de nombreuses situations difficiles et dangereuses, mais leur lutte pour la libération nationale a été aussi couronnée de grands succès. Le peuple vietnamien, le peuple lao et le peuple khmer, durant leur lutte armée de libération nationale longue et héroïque contre les agresseurs américains, firent preuve de courage, de détermination, de solidarité entre eux. C'est grâce à cette lutte qu'ils ont remporté la grande victoire de portée historique qui a réjoui tous les peuples épris de paix et de liberté et qui a été chaleureusement saluée partout dans le monde.

140. Cette victoire sur le champ de bataille créa des possibilités nouvelles pour l'entente, la stabilité et la paix dans toute l'Asie du Sud-Est. Les amis sincères des peuples d'Indochine formulaient alors le vœu et nourrissaient l'espoir que cela permettrait à tous les peuples de la région de se consacrer entièrement aux tâches du développement, du progrès et du bien-être. Mais l'Indochine et l'Asie du Sud-Est continuent d'être une zone de tension, un foyer de conflit, un point chaud susceptible de devenir un champ de guerre. Les peuples de la région vivent sous la menace permanente de complications politiques et même militaires.

L'inquiétude et la méfiance dans les rapports entre Etats voisins sont, comme on a pu le constater au cours de nos débats, très profondément enracinées. Quels que soient les facteurs locaux, cette situation n'aurait pu être créée et maintenue s'il n'y avait pas des facteurs extérieurs, comme la politique et l'ingérence des superpuissances impérialistes.

141. Les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et l'Union soviétique s'efforcent de réaliser leurs ambitions et convoitises en Asie du Sud-Est en exerçant des pressions politiques, économiques et militaires et en s'ingérant de plus en plus ouvertement dans les affaires de cette région, empêchant ainsi l'instauration de la paix et de la stabilité réelles.

142. Après la défaite subie au Viet Nam, au Laos et au Cambodge, l'impérialisme américain a continué ses manœuvres pour garder son influence en Asie du Sud-Est, pour consolider ses positions et pour s'assurer de nouveaux points d'appui. Pour ce faire, les Etats-Unis d'Amérique comptent beaucoup sur leur alliance avec la Chine et sur le zèle des social-impérialistes chinois à concerner les efforts contre l'influence de l'Union soviétique. L'aide que les Etats-Unis et la Chine prêtent aux vestiges du régime de Pol Pot est très significative à cet égard.

143. Les social-impérialistes chinois et soviétiques, depuis le temps de la lutte de libération nationale des peuples d'Indochine contre l'agression américaine, s'étaient engagés dans une concurrence effrénée pour saboter cette lutte. Après la victoire des peuples indochinois en 1975, l'Union soviétique et la Chine ont mis tout en œuvre pour combler le vide qui, selon leur concept impérialiste et néocolonialiste, résulterait de la défaite et du retrait des Etats-Unis. Les social-impérialistes chinois ont eu recours même à la force des armes pour réaliser leurs desseins hégémoniques et expansionnistes et, maintenant, ils intensifient toujours davantage leurs intrigues au détriment des peuples de la région. Ils essaient de justifier leur agressivité grandissante et leur collaboration toujours plus étroite avec les Etats-Unis par leur désir d'arrêter l'avancée du social-impérialisme soviétique.

144. L'Union soviétique s'emploie activement à réaliser ses propres plans dans le cadre de la stratégie contre-révolutionnaire et expansionniste en Asie du Sud-Est. Après la défaite des Etats-Unis en Indochine, l'Union soviétique a intensifié ses efforts pour évincer davantage l'impérialisme américain de l'Asie du Sud-Est et pour y établir sa zone d'influence. L'Union soviétique cherche elle aussi à créer des conditions politiques et militaires qui lui permettraient de bien mener son jeu avec les autres superpuissances impérialistes pour la domination en Asie du Sud-Est.

145. Il y a donc plusieurs considérations d'ordre économique, politique et militaire qui rendent très acharnées les double et triple rivalités américano-sino-soviétique en Asie du Sud-Est. Pour parvenir à réaliser leurs objectifs, les superpuissances impérialistes ne veulent pas qu'il y ait de paix, de stabilité et de coopération entre les peuples et les pays de la région. Au contraire, elles font tout pour semer la discorde entre eux, pour les jeter l'un contre l'autre, pour envenimer les plaies que toute la région a léguées du passé de la domination coloniale et la politique tristement fameuse consistant à diviser pour régner, que les superpuissances poursuivent en Asie du Sud-Est, comme dans d'autres régions du monde.

146. Et c'est pour cela que nous avons été et que nous sommes convaincus que, pour servir la cause de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est, il faut avant tout s'opposer à la politique des superpuissances impérialistes, aussi bien quand elles agissent en ennemis ouverts que quand elles se déguisent en amis de tel ou tel peuple ou pays.

147. Le peuple albanais et son gouvernement ont soutenu et soutiendront la lutte des peuples de cette région contre les pressions, les chantages, les complots et les interventions des superpuissances impérialistes. Comme nous l'avons déclaré dans notre intervention sur la situation au Kampuchea, nous sommes d'avis qu'une solution juste de ce problème en conformité avec les droits de ces peuples et avec le principe du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale profiterait énormément à la paix et à la stabilité dans toute la région. Nous souhaitons vivement que le peuple du Kampuchea soit en mesure de trouver lui-même cette solution, sans tutelle de la part des autres.

148. M. KOH (Singapour) [*interprétation de l'anglais*] : Pour la deuxième année consécutive, le Viet Nam propose, à l'examen de l'Assemblée générale, un point intitulé « Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est ». Cette année, nous sommes également saisis d'un mémorandum de la République démocratique populaire lao, intitulé « Principes régissant les relations de coexistence pacifique entre deux groupes de pays de l'Indochine et l'ANASE pour la paix, la stabilité, l'amitié et la coopération en Asie du Sud-Est ».

149. Il y a neuf Etats en Asie du Sud-Est : la Birmanie, la Thaïlande, la République démocratique populaire lao, le Kampuchea, le Viet Nam, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et les Philippines. Sur ces neuf pays, celui qui a les forces armées les plus puissantes est le Viet Nam. Il est naturel que les voisins du Viet Nam, militairement plus faibles, soient vigilants. Ils doivent juger le Viet Nam non sur ses paroles mais sur ses actes.

150. En 1975, la deuxième guerre du Viet Nam prenait fin. Entre 1975 et 1978, l'Asie du Sud-Est a connu une période de paix relative. Pendant cette période, les dirigeants des pays de l'Asie du Sud-Est se sont efforcés, par un échange de visites et par d'autres mesures visant à instaurer la confiance, de réduire la méfiance mutuelle et les malentendus et d'accroître la confiance mutuelle. Ce processus a atteint son point culminant lorsque le Premier Ministre du Viet Nam, M. Pham Van Dong, s'est rendu dans les cinq pays de l'ANASE. Au cours de ses réunions avec nos dirigeants, le Premier Ministre du Viet Nam leur a donné l'assurance que le Viet Nam respecterait scrupuleusement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Il a également donné à nos dirigeants l'assurance que le Viet Nam n'interviendrait pas dans les affaires intérieures des autres pays de la région.

151. Moins de trois mois après que le Premier Ministre du Viet Nam eut donné ces assurances aux dirigeants des pays de l'ANASE, le Viet Nam lançait une invasion militaire à grande échelle contre le Kampuchea. Le Viet Nam continue d'occuper le Kampuchea avec plus de 200 000 soldats vietnamiens. Le Viet Nam, en envahissant et en occupant le Kampuchea, a perdu toute crédibilité à l'égard de ses voisins régionaux. Comment le Viet Nam peut-il s'attendre à ce que nous le croyions lorsqu'il dit qu'il souhaite vivre en paix et dans l'amitié avec ses voisins? Comment le croire lorsqu'il nous dit qu'il respectera la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de ses voisins? Comment pouvons-nous être sûrs que lorsqu'il aura digéré sa conquête du Kampuchea, il ne cherchera pas, sous un prétexte ou sous un autre, à utiliser sa supériorité militaire pour intimider et dominer ses autres voisins?

152. Le Kampuchea est donc important pour deux raisons : premièrement, parce qu'il est la victime d'une agression de la part d'un voisin plus grand et militairement plus puissant; deuxièmement, parce que c'est la pierre de touche de la sincérité du Viet Nam et de ses intentions vis-

à-vis de ses voisins régionaux. Si le Viet Nam souhaite sincèrement vivre dans un climat de paix et d'amitié avec ses voisins, la meilleure preuve de sa sincérité serait qu'il accepte de retirer ses troupes du Kampuchea et de permettre ainsi aux Kampuchéens de recouvrer et d'exercer leur droit à l'autodétermination. D'un autre côté, si le Viet Nam maintient que son intervention armée et son occupation continue du Kampuchea sont justifiées et que nous devons accepter la réalité née de l'utilisation de la force, nous serons obligés de conclure que les protestations de paix et d'amitié du Viet Nam ne sont que la manifestation d'une propagande cynique conçue pour berner l'opinion publique internationale.

153. Je voudrais dire quelques mots du mémorandum lao figurant dans le document A/36/561. Dans ce mémorandum, ainsi que dans les déclarations des représentants lao et vietnamien, il est dit qu'il existe deux groupes de pays en Asie du Sud-Est : l'un comptant les pays de l'ANASE — Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour —, l'autre représentant l'Indochine et se composant du Kampuchea, de la République démocratique populaire lao et du Viet Nam. Je voudrais à ce propos souligner un fait important, à savoir que les trois pays de l'ancienne Indochine française ne font pas partie — et j'insiste sur ce point — d'une association ou d'un groupe librement constitué. D'ailleurs, le Gouvernement du Kampuchea démocratique a prétendu que la raison principale de cette invasion par le Viet Nam, en décembre 1978, venait de son refus de se joindre à une fédération indochinoise que les Vietnamiens voulaient créer sous leur suzeraineté. Il est donc pour le moins révélateur que le représentant du Viet Nam affirme que le Kampuchea, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam font partie d'un groupe. Cela semble confirmer l'accusation selon laquelle le Viet Nam rêve depuis toujours d'imposer son hégémonie aux deux autres pays.

154. Le deuxième élément du mémorandum lao que je tiens à rappeler porte sur la cause principale de la situation tendue qui règne actuellement au Sud-Est asiatique. Le mémorandum déclare qu'« il existe encore, entre les deux groupes de pays, un certain nombre de divergences quant à l'évaluation de la cause de la tension qui risque d'éclater à tout moment en Asie du Sud-Est ».

155. A la lecture du mémorandum lao, on a le sentiment que l'invasion vietnamienne du Kampuchea, qui a eu lieu en décembre 1978, ne se serait jamais produite. Or, de l'avis des pays de l'ANASE, la cause essentielle de cet état de tension et de l'instabilité en Asie du Sud-Est est l'occupation persistante du Kampuchea par le Viet Nam. Tant que le Viet Nam ne sera pas prêt à admettre ce fait, toutes ses déclarations sur l'opportunité d'un dialogue sonneront creux. Tant que le Viet Nam ne sera pas disposé à reconnaître qu'il existe un problème kampuchéen, sa proposition d'une conférence régionale ou de consultations régionales ne sera considérée que comme un artifice diplomatique. Son objectif est de supprimer la question du Kampuchea de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. La conférence régionale ou les consultations apparaîtront comme un dialogue de sourds parce que le Viet Nam continuera de nier l'existence du problème kampuchéen.

156. Enfin, le mémorandum lao propose que les pays de l'ANASE, d'une part, et la République démocratique populaire lao et le Viet Nam, d'autre part, se mettent d'accord sur plusieurs principes. Ces principes comportent le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays; la non-agression et le respect des droits du peuple de chaque pays de choisir et de faire évoluer librement leur système politique, social, économique et culturel, ainsi que le principe du règlement pacifique des différends par la voie de négociations paci-

fiques et sans recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Ces principes, qui sont incarnés dans la Charte des Nations Unies, sont d'une valeur exceptionnelle. La question est de savoir si le Viet Nam les mettra en pratique. Or, à en juger par le comportement du Viet Nam au Kampuchea, nous sommes bien contraints de conclure qu'un accord par lequel le Viet Nam s'engagerait sur le papier à respecter ces principes, n'aura pas de valeur.

157. Tant que le Viet Nam ne décidera pas de s'associer aux efforts faits pour trouver, dans le cadre de la résolution 36/5 de l'Assemblée générale, un règlement politique d'ensemble au conflit kampuchéen, les protestations de paix et d'amitié du Viet Nam seront accueillies avec le scepticisme qu'elles méritent.

158. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur inscrit pour le débat. Aucun projet de résolution n'a été présenté sur cette question. Il a été proposé que l'examen de cette question soit ajourné et qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente-septième session de l'Assemblée générale. Je considère qu'il n'y a pas d'objection à cette proposition.

Il en est ainsi décidé (décision 36/404).

159. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole au représentant du Viet Nam qui désire exercer son droit de réponse. Conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les déclarations prononcées dans l'exercice du droit de réponse doivent être limitées à 10 minutes.

160. M. HA VAN LAU (Viet Nam) : J'ai demandé qu'on me donne la possibilité d'exercer mon droit de répondre aux allégations calomnieuses du représentant de la Chine à l'encontre de mon pays.

161. Les calomnies ressassées par le représentant de la Chine contre le Viet Nam sont chose trop bien connue. De même qu'une paume de la main ne saurait couvrir la lumière du soleil, ces calomnies de la Chine ne peuvent en rien changer les réalités de l'histoire; elles ne peuvent en rien ternir l'éclat de la juste cause du peuple vietnamien.

162. Ce que je tiens à dire c'est que l'habit ne fait pas le moine. C'est en vain que le représentant de la Chine cherche par tous les moyens à faire accroire au monde que les dirigeants chinois attacheraient un grand intérêt à la paix et à la stabilité de l'Asie du Sud-Est. Nous doutons fort qu'il soit en mesure de répondre aux questions suivantes.

163. Premièrement, qui a fait une volte-face de 180 degrés, se dénomme lui-même l'OTAN de l'Orient, donne l'accolade à ses amis d'outre-océan que, hier encore, il déclarait son ennemi numéro un ?

164. Deuxièmement, qui a considéré le Sud-Est de l'Asie riche en ressources naturelles sa zone d'influence naturelle, continue d'occuper militairement des dizaines de milliers de kilomètres carrés de territoire des pays voisins, continue de soutenir et d'aider les groupes armés de pseudo-révolutionnaires dans leurs activités de sabotage et de subversion à l'encontre des gouvernements légaux des Etats souverains de l'Asie du Sud-Est ?

165. Troisièmement, qui a envoyé des dizaines de milliers de conseillers, armé et équipé des dizaines de divisions de la clique de Pol Pot pour perpétrer le sinistre génocide à l'encontre du peuple kampuchéen et, actuellement, cherche par tous les moyens à ramener au pouvoir cette clique de criminels sanguinaires en vue de s'opposer à la renaissance de ce peuple martyr ?

166. Quatrièmement, qui a mené une guerre d'agression contre le Viet Nam en utilisant près de 20 divisions de ces mercenaires polpotistes pour l'agresser à partir de la frontière du sud-ouest et, envoyant 600 000 hommes de ses propres troupes, l'envahir sur sa frontière septentrionale, et qui actuellement est entré en collusion avec l'impéria-

lisme américain pour exercer ce qu'ils appellent le maximum de pression sur tous les plans, y compris militaire, pour saigner le Viet Nam? Est-ce pour apporter la détente et la paix dans cette région du monde qu'il concentre 400 000 hommes de troupes à proximité de la frontière nord du Viet Nam en le menaçant d'une seconde guerre d'agression à tout moment?

167. Est-ce que ces réalités ne sont qu'une menace purement fictive, comme l'a prétendu le représentant de la Chine, à la 44^e séance? Aucune argutie pour se disculper, aucune rhétorique pour se défendre ne peuvent nier cette réalité : c'est la politique d'hégémonie et d'expansion de la Chine qui constitue la plus grande menace à l'indépendance, à la paix et à la stabilité de l'Asie du Sud-Est. Nous sommes convaincus que tous ceux qui ont vraiment à cœur l'intérêt supérieur de leur propre pays, non seulement dans l'immédiat mais aussi pour les générations futures de leur peuple, tôt ou tard, ne peuvent ne pas percevoir le danger de cette politique néfaste des autorités chinoises, et peuvent encore moins défendre cette politique

et la justifier par de prétendus « intérêts légitimes » de cette puissance extérieure à la région.

168. Il est à déplorer, en outre, qu'au cours du débat sur ce point, certaines délégations des pays de l'ANASE ont essayé de raviver la confrontation entre les deux groupes de pays de la région, ce qui va à l'encontre du désir de la majorité des Etats Membres de voir s'établir une atmosphère de compréhension et de coopération entre les pays de l'Asie du Sud-Est. La délégation du Viet Nam, soucieuse de poursuivre sa politique conséquente de paix, d'amitié et de coopération avec les pays de l'ANASE, ne voudrait pas se laisser entraîner dans une telle polémique stérile.

La séance est levée à 13 h 5.

NOTE

1. Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-cinquième année, Supplément de juillet, août et septembre 1980, document S/14071.*